Distr.
GENERALE

E/CN.4/1993/52/Add.3
19 novembre 1992

FRANCAIS
Original : ESPAGNOL

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Quarante-neuvième session
Point 15 de l'ordre du jour provisoire

APPLICATION DE LA CONVENTION INTERNATIONALE SUR L'ELIMINATION
ET LA REPRESSON DU CRIME D'APARTHEID

Rapports présentés par les Etats parties conformément
à l'article VII de la Convention

Additif

COLOMBIE

[12 mars 1991]

Introduction

1. Le Ministère des relations extérieures de la Colombie adresse ses compliments au Groupe des Trois de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies et a le plaisir de lui présenter le premier rapport de la Colombie concernant l'application de la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid.

2. Ce rapport est divisé en deux parties. La première porte sur la politique générale menée de la Colombie à l'égard de l'apartheid. La deuxième partie traite des mesures spécifiques qu'a prises le gouvernement ces dernières années et de celles qu'il entend prendre les quatre prochaines années en ce qui concerne les droits des différentes ethnies qui vivent en Colombie.

3. Le Groupe des Trois est invité, pour compléter son information, à consulter le quatrième rapport périodique présenté par la Colombie conformément à l'article 9 de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale ainsi que le troisième rapport périodique présenté par la Colombie conformément à l'article 40 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

I. POLITIQUE GENERALE DE LA COLOMBIE EN CE QUI CONCERNE L'APARTHEID

4. Conscient de ce que l'apartheid est un crime contre l'humanité et que la ségrégation et la discrimination raciales constituent un grave délit et une atteinte aux droits de l'homme de l'individu, le Gouvernement colombien a ratifié, par la loi 26 de 1987, la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid, entrée en vigueur pour la Colombie le 22 juin 1988.

5. La Colombie a appuyé à maintes reprises les dispositions qui ont été adoptées par les organismes des Nations Unies en vue de donner effet au Programme d'action contre l'apartheid et a toujours maintenu une position de rejet de la politique de discrimination raciale.

6. La Colombie n'entretient aucune relation politique, diplomatique, militaire, culturelle ou sportive avec le Gouvernement sud-africain. Le Gouvernement colombien a donné son appui aux mouvements populaires qui luttent pour l'élimination de l'apartheid et pour l'instauration en Afrique du Sud d'un régime démocratique non racial. Il a ainsi présenté et approuvé un grand nombre de résolutions à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité (dont il a été membre jusqu'en décembre 1990); voici certaines de ces résolutions :

- i) Résolution 44/1. Condamnation à mort d'un patriote sud-africain;
- ii) Résolution 44/17. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de l'unité africaine;
- iii) Résolution 44/27. Politique d'apartheid du Gouvernement sud-africain :
 - A. Solidarité internationale avec la lutte de libération en Afrique du Sud;

- B. Appui international à l'élimination de l'apartheid en Afrique du Sud par la voie de négociations véritables;
 - C. Sanctions globales et obligatoires contre le régime raciste d'Afrique du Sud;
 - D. Imposition, coordination et contrôle strict des mesures prises contre l'Afrique du Sud raciste;
 - E. Pressions financières internationales sur l'économie d'apartheid de l'Afrique du Sud;
 - ...
 - G. Programme de travail du Comité spécial contre l'apartheid;
 - H. Embargo pétrolier contre l'Afrique du Sud;
 - ...
 - K. Action internationale concertée en vue de l'élimination de l'apartheid;
- iv) Résolution 44/52. Deuxième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale;
 - v) Résolution 44/68. Rapport du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale;
 - vi) Résolution 44/69. Etat de la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid.

7. De même, le Gouvernement colombien a rendu hommage à l'oeuvre de Nelson Mandela et à l'abnégation dont il a fait preuve dans sa lutte pour la libération de son peuple, et l'a fait grand-croix de l'Ordre national du mérite (décret 1433, du 15 juillet 1988).

8. Dès 1967, date à laquelle le mandat de l'Afrique du Sud sur le territoire du sud-ouest africain a pris fin, la Colombie a fait partie du Conseil des Nations Unies pour le sud-ouest africain, seule autorité légale habilitée à administrer le territoire jusqu'à son indépendance totale. En tant que membre de ce Conseil, la Colombie a donné son appui à toute initiative prise pour amener la Namibie à l'indépendance et a également approuvé un grand nombre de résolutions sur la question comme les résolutions 435 (1978), 628 (1989), 629 (1989), 632 (1989), 640 (1989) et 643 (1989) du Conseil de sécurité.

9. Le 21 mars 1990, l'objectif a été atteint et la Namibie est devenue une nation indépendante. La Colombie s'est alors efforcée d'établir des relations officielles avec la nouvelle république et à cette fin a signé le 28 avril 1990, à New York, au siège de l'Organisation des Nations Unies, un communiqué conjoint par lequel les gouvernements des deux Etats établissaient des relations diplomatiques, proclamant par là même les liens d'amitié et de coopération qui les unissaient, dans l'intérêt mutuel de leurs peuples; cette décision se fondait aussi sur la volonté commune de respecter

les principes du droit international et les dispositions de la Charte des Nations Unies, ainsi que sur les principes de paix, de sécurité, de développement économique et d'élimination de toutes les formes de colonialisme et de discrimination raciale que préconise le Mouvement des pays non alignés.

II. LES POLITIQUES DU GOUVERNEMENT CONCERNANT LES DROITS DES ETHNIES EN COLOMBIE

10. Comme le sait le Groupe des trois, il existe, en Colombie, une grande diversité d'ethnies, ce qui ne peut qu'enrichir le patrimoine culturel et social de la nation. On compte actuellement dans le pays 81 groupes autochtones, ce qui représente plus de 500 000 personnes qui parlent près de 75 langues, sont dispersées sur 25 % du territoire colombien et ont un univers socioculturel propre.

11. S'il est vrai que jusqu'à une date très récente, ces communautés ne bénéficiaient pas de toute l'attention requise de la part de l'Etat, la situation est en train de changer de façon progressive mais certaine car le gouvernement s'intéresse davantage à leur sort.

12. Afin de remédier au problème de la marginalité, diverses mesures ont été adoptées en vue de reconnaître aux autochtones leurs droits inaliénables, et des politiques concrètes en leur faveur ont été mises en oeuvre.

13. Au cours des dernières années, le Gouvernement colombien s'est employé essentiellement à réaliser des activités et élaborer des projets et appuyer les initiatives des communautés autochtones en vue de renforcer la relation Etat-autochtones-société.

14. Toutes ces actions ont été mises en oeuvre par l'intermédiaire de la Division des affaires autochtones (DAI) du Ministère de l'intérieur, du Président de la République, dans le cadre du plan national de réhabilitation du Département national de la planification (DNP), de l'Institut colombien de la réforme agraire (INCORA), de l'Institut national des ressources naturelles renouvelables et de l'environnement (INDERENA), du Ministère de l'éducation, du Ministère de la santé, d'organisations autochtones et d'autres organismes.

15. Parmi les graves problèmes touchant les autochtones de l'Amazonie colombienne figurait la destruction irrationnelle des ressources du bassin de l'Amazone. C'est la raison pour laquelle le Gouvernement colombien a mis en place dans cette région un réseau de parc nationaux et de terres protégées (resguardos) autochtones.

16. L'octroi de vastes territoires aux autochtones n'a représenté à aucun moment une politique d'apartheid mais signifiait au contraire la reconnaissance que les autochtones sont les propriétaires ancestraux de ces terres et qu'ils sont dépositaires de la tradition nécessaire pour utiliser les ressources en harmonie avec la nature. Cette décision a été un pas important aussi bien pour protéger et promouvoir les droits des autochtones que pour sauvegarder l'écosystème mondial.

17. Il s'agissait en général par cette mesure de reconnaître les droits des communautés autochtones sur les territoires qu'elles occupaient traditionnellement, d'adopter des programmes de gestion, de préservation, de renouvellement et de mise en valeur des ressources naturelles, d'aménager les resguardos en achetant les équipements nécessaires à d'autres collectivités qui s'y trouvent et en les mettant gratuitement à la disposition des communautés autochtones et d'attribuer des terres aux communautés autochtones qui n'en possèdent pas en agrandissant les réserves datant de l'époque coloniale grâce à l'acquisition de nouveaux terrains.

18. Les resguardos qui existent en Colombie, qu'ils datent de l'époque coloniale ou qu'ils aient été constitués par l'Institut colombien de la réforme agraire (INCORA), sont répartis comme suit :

Type de terres protégées (<u>resguardos</u>)	Nombre	Superficie totale (en hectares)	Bénéficiaires
<u>Resguardos</u> datant de l'époque coloniale	81	399 688	156 680
<u>Resguardos</u> constitués par l'INCORA, 1967-1986	158	12 380 780	127 697
<u>Resguardos</u> constitués par l'INCORA, 1986-1989	63	13 360 641	27 397
TOTAL	302	26 141 109	311 774

19. Les lois régissant les resguardos sont essentiellement la loi 135 de 1961, la loi 31 de 1967 portant approbation de la Convention de l'OIT signée à Genève en 1957 et la loi sur la nouvelle réforme agraire qui habilite l'INCORA à constituer des resguardos autochtones (annexes Nos 1 et 2).

20. Il importe de souligner que les textes législatifs susmentionnés et d'autres mesures adoptées en application de la même politique ne visent pas à diviser la population en vertu de critères raciaux, n'interdisent pas les contacts avec d'autres groupes raciaux et ne limitent pas le droit à la liberté de circulation ou de résidence. Elles ont au contraire pour objectif la préservation du patrimoine culturel à travers les manifestations culturelles, la pratique de la langue et toutes les formes d'expression des traditions de chaque tribu.

21. En outre, et conformément aux objectifs du gouvernement, les communautés autochtones se voient garantir leur droit à l'usufruit des ressources naturelles renouvelables de leurs territoires, dont le contrôle, le renouvellement et l'exploitation durable sont assurés en accord avec chaque communauté. Pour ce faire, ont été nommés en vertu de la décision No 0997, du 19 septembre 1987, des inspecteurs autochtones des ressources naturelles dans les resguardos.

22. Les mesures prises par le gouvernement visent à créer les conditions nécessaires pour permettre aux groupes raciaux de s'organiser conformément à leurs us et coutumes, en application de la loi 89 de 1890 (annexe No 3, p. 145 à 149) et pour renforcer la participation des autochtones à la prise des décisions relatives aux politiques et aux programmes qui les concernent; divers organismes auxquels participent les autochtones ont été créés, comme les conseils municipaux de réhabilitation, les comités chargés de l'application des politiques en faveur des autochtones et le Sous-Comité de la Commission d'étude et de révision de la législation minière.

23. Le Ministère de l'agriculture a également promulgué, le 28 septembre 1988, le décret 2001 portant création des "conseils" (cabildos) autochtones qui sont des "organismes publics spéciaux" chargés de diriger les communautés autochtones et d'administrer leurs territoires (annexe No 3, p. 155 à 159).

24. On a aussi renforcé la capacité d'autogestion des populations autochtones en ce qui concerne la sélection, la formulation, l'exécution, la surveillance et la gestion directe de petits projets communautaires.

25. L'un des principes sur lesquels repose la politique du gouvernement est l'application des normes qui visent à protéger les communautés autochtones et à leur garantir les mêmes droits qu'aux autres citoyens, en interdisant toute discrimination raciale et en punissant quiconque commettrait un acte de discrimination raciale.

26. Afin de garantir l'égalité des autochtones devant la loi, des cours ont été organisés, à l'intention des différentes communautés, sur la législation concernant les autochtones par la Division des affaires autochtones du Ministère de l'intérieur, organisme qui a fourni une assistance juridique pour garantir la préservation des valeurs traditionnelles des communautés autochtones, promouvoir leurs droits et assurer la mise en valeur de leurs territoires, le rétablissement des conseils autochtones (cabildos) et la réalisation d'études en vue de la constitution de fondations, d'organismes et autres entités juridiques. Des mesures ont été prises en particulier pour empêcher que les droits de l'homme des autochtones ne soient violés dans les zones de conflit armé avec des mouvements de guérilla et pour faire appliquer en outre la loi dispensant les autochtones du service militaire.

27. Ces dernières années, des programmes de formation ont été mis en oeuvre pour que les organismes publics prennent connaissance de la législation concernant les autochtones et respectent les valeurs culturelles des communautés autochtones et pour que les fonctionnaires, quelles que soient leurs attributions, appliquent les normes de protection des droits des autochtones. De plus, on a mis au point deux émissions de radio intitulées "Pensamiento Amerindio" (Pensée amérindienne) et "Los Derechos Humanos" (Les droits de l'homme). Des brochures sur la législation concernant les autochtones ont également été publiées dans le cadre du plan national de réhabilitation des autochtones (annexe No 3), ainsi qu'un livre blanc sur la politique du gouvernement en matière de défense des droits des autochtones et de la protection du bassin de l'Amazone.

28. Par ailleurs, pour promouvoir le bien-être des populations autochtones et leur garantir une économie stable, le gouvernement a appuyé les initiatives des autochtones en faveur d'une exploitation rationnelle de leurs terres. Les programmes entrepris tiennent compte des systèmes économiques traditionnels des communautés autochtones et visent à accroître la production de petits excédents à des fins commerciales, à garantir la fourniture de services de base et à améliorer l'infrastructure.

29. Des mesures très importantes ont été prises dans le domaine de l'agriculture et de l'élevage. C'est ainsi que divers programmes ont été mis en oeuvre dans les secteurs suivants : élevage de gros et de petit bétail, centres d'élevage, raffineries de sucre, pisciculture, amélioration et diversification des cultures, commercialisation et octroi de crédits à des taux d'intérêt peu élevés.

30. Selon des rapports du Département national de la planification, au cours de la période allant d'août 1986 à mai 1990, le gouvernement a affecté 21 444 126 000 pesos à ces programmes.

31. Le droit à la santé des autochtones a été assuré grâce à la fourniture de soins médicaux gratuits, adaptés à la médecine traditionnelle pratiquée dans chaque communauté ethnique. Des mesures ont été prises pour appliquer la décision 10013 adoptée en 1981 par le Ministère de la santé publique, en vertu de laquelle les services de santé doivent être adaptés aux caractéristiques culturelles de chaque communauté autochtone et doivent être gratuits tant du point de vue de la distribution de médicaments que de la fourniture des soins médicaux proprement dits (annexe No 3, p. 165 à 167).

32. Le droit à l'éducation est garanti par divers textes législatifs promulgués ces dernières années, parmi lesquels il faut citer en particulier le décret 1142 de 1978 qui reconnaît le pluralisme ethnique et le droit des communautés autochtones de recevoir une éducation correspondant à leurs caractéristiques socioculturelles et économiques (annexe No 3, p. 163 à 165).

33. Tout le programme élaboré dans le domaine de l'éducation a eu pour objectif principal de renforcer la capacité sociale des autochtones de décider de leur propre destin en tant que condition indispensable à l'exercice de leurs droits politiques et de leur droit à l'autodétermination.

34. Le Comité national des langues autochtones a été créé en vertu du décret No 2230 de 1986. Ce Comité, qui dépend de l'Institut colombien d'anthropologie (ICAN), a pour tâche d'aider le gouvernement à formuler les politiques relatives aux activités de recherche, de diffusion, de protection, d'enseignement, et de préservation des langues amérindiennes parlées sur le territoire national et de formation d'experts en ethnolinguistique.

35. Pour faciliter l'accès des autochtones à l'enseignement supérieur, compte tenu du fait que l'un des principaux problèmes des jeunes autochtones, à la fin de leurs études secondaires, est qu'ils n'ont pas les moyens de faire des études universitaires, l'Université nationale de Colombie a décidé que 2 % des places disponibles dans cet établissement seraient réservées à des candidats autochtones.

36. Le fonds pour l'octroi de bourses "Alvaro Ulcué", dont la gestion financière est assurée par l'Institut colombien de crédit à l'éducation et d'études techniques à l'étranger (ICETEX), a également été créé pour venir en aide aux jeunes autochtones qui font des études postsecondaires et universitaires.

37. Le Gouvernement colombien estime que la politique visant à protéger les droits des autochtones ne doit pas être dissociée des mesures de préservation et de protection de l'environnement. Il est évident que le développement incontrôlé représente une menace pour l'humanité tout entière puisqu'il aboutit à une exploitation aveugle des ressources naturelles non renouvelables, à la destruction de la couche d'ozone, à la pollution des mers et de l'air, aux pluies acides, aux modifications climatiques, aux essais et aux catastrophes nucléaires. L'Amazonie est une région d'une importance capitale, non seulement pour le bien-être des communautés autochtones qui y vivent mais aussi pour la protection et la préservation de l'environnement mondial. Consciente de ce fait, la Colombie a décidé de protéger les écosystèmes et de respecter les droits des autochtones qui habitent l'Amazonie. C'est la raison pour laquelle ont été créées les "zones de gestion spéciale" et reconnus les droits des autochtones à la propriété foncière, à l'usufruit des ressources naturelles, à l'autodétermination sociale et culturelle et à une participation pleine et entière à la prise des décisions qui les concernent.

38. Pour compléter et développer les politiques mises en oeuvre dans le passé en faveur des autochtones, le gouvernement actuel du président César Gaviria Trujillo propose un ensemble d'objectifs devant être atteints par toutes les organisations qui travaillent avec des communautés autochtones à l'exécution des programmes de modernisation de l'Etat, de participation communautaire et de décentralisation administrative en cours.

39. Les objectifs précis que le gouvernement juge prioritaires et qui devront être atteints dans les quatre prochaines années sont les suivants :

Terres et ressources naturelles

a) Achever le processus de création des resguardos pour les communautés autochtones dont le statut territorial n'est pas encore défini;

b) Améliorer les resguardos existants et aider à faire cesser l'installation de colons sur les territoires autochtones;

c) Agrandir les resguardos autochtones dont la superficie est insuffisante pour assurer le développement social, économique et culturel;

d) Allouer des terres aux communautés autochtones qui en sont dépourvues ou qui en ont mais d'une superficie insuffisante;

e) Constituer des resguardos avec des terres et des équipements accordés par le Fonds national agraire;

f) Restructurer les resguardos datant de l'époque coloniale, pour lesquels les titres de propriété sont légalement valables;

g) Soutenir les populations autochtones dans leurs initiatives visant à assurer la préservation, le contrôle, le renouvellement et l'exploitation durable des ressources naturelles.

Production

Renforcer les économies traditionnelles et faciliter, dans les cas où la formule est viable, l'adoption en toute liberté de moyens modernes de production et d'autosuffisance qui doivent permettre aux communautés autochtones d'augmenter leur production de façon à améliorer en priorité leurs approvisionnements propres et, à titre complémentaire, les ventes de leurs produits sur le marché.

Exercice du droit

Consolider les dispositions légales spéciales en vigueur qui protègent les relations entre l'Etat, les populations autochtones et les autres entités de la vie sociale et politique et qui définissent le cadre de ces relations.

Gestion des affaires publiques

a) Créer des organes de concertation afin que les populations autochtones participent réellement à la conception, l'élaboration et la mise en oeuvre des programmes et services que l'Etat assure en faveur de ces communautés;

b) Encourager des méthodes de formation permettant aux communautés de déterminer leurs ressources et leurs besoins, et aux fonctionnaires d'Etat de définir les contributions que les institutions peuvent apporter, dans le respect de l'identité des communautés autochtones;

c) Renforcer la capacité de gestion et de participation des communautés autochtones aux décisions et aux programmes qui peuvent les concerner, en se fondant sur leurs propres organisations;

d) Concevoir des mécanismes qui permettent aux agents de l'Etat de s'informer et de se former de façon à traiter comme il convient les communautés autochtones.

Etudes

Améliorer les programmes d'éducation ethnique, en définissant la notion, en augmentant la portée des programmes et en renforçant les recherches, en particulier les recherches linguistiques, sur lesquelles ils sont fondés.

Santé

Améliorer les conditions de vie des communautés autochtones en mettant en oeuvre des programmes participatifs de soins de santé primaires élaborés et appliqués en tenant compte des particularités de chaque ethnie et de chaque région.

Communication sociale

a) Mettre au point un moyen de communication sociale visant à influencer de façon globale sur les idées que l'on a des peuples autochtones et à engendrer une culture de respect et de valorisation de leur richesse sociale et culturelle;

b) Mettre en oeuvre des stratégies de communication visant tout particulièrement chaque secteur de la population;

c) Mener des études pour connaître et évaluer les besoins en communication des peuples autochtones et qui permettent à ceux-ci de se doter de leurs propres moyens de communication.

40. De même, en coordination avec tous les organismes qui travaillent avec les communautés autochtones et en concertation avec celles-ci, les programmes suivants seront mis en oeuvre.

Programme concernant la terre et les ressources naturelles

a) Conformément aux dispositions légales en vigueur, l'Institut colombien de la réforme agraire (INCORA) achèvera la constitution de resguardos en faveur de près de 35 000 autochtones vivant dans des régions de forêt et de savane;

b) Des mesures d'amélioration des terres protégées autochtones seront menées à bien, en achetant les équipements nécessaires auprès des colons qui habitent dans les resguardos;

c) Acquisition de terres pour les communautés qui ont perdu les leurs ou dont les terres sont insuffisantes, ou encore en vue de la restructuration des resguardos de très petite superficie datant de l'époque coloniale;

d) Régularisation de la situation juridique des terres appartenant au Fonds national agraire acquises afin d'être expressément allouées aux communautés autochtones en créant des resguardos.

e) Exécution d'études socio-économiques en vue de la création de resguardos sur des terres inexploitées, et détermination des besoins en terres et des parcelles qui peuvent être acquises par l'Institut colombien de la réforme agraire afin de restructurer les resguardos datant de l'époque coloniale;

f) Délimitation et marquage des terres protégées en bornant et clôturant;

g) En coordination avec la Division des affaires autochtones du Ministère de l'intérieur, l'INCORA étudiera les titres de propriété des resguardos autochtones de l'époque coloniale;

h) Une collaboration sera instaurée avec les populations autochtones en vue d'assurer une exploitation durable des ressources naturelles, par le biais de programmes participatifs d'éducation et de gestion du milieu, ainsi que de

projets spécifiques de mise en valeur rationnelle des ressources, de reboisement et de remise en état, par des moyens naturels, d'écosystèmes dégradés. Une place particulière sera faite à la conservation des bassins hydrographiques et au reboisement;

i) L'Institut national des ressources naturelles renouvelables et de l'environnement (INDERENA) mettra en oeuvre, en coordination avec les organismes régionaux et les organisations et autorités autochtones, les mesures requises dans le domaine de l'aménagement territorial communautaire, en aidant les conseils autochtones (cabildos) et les autorités traditionnelles à établir des zones d'exploitation spéciales, destinées à l'agriculture et à l'élevage, à la foresterie et au pastoralisme forestier. On recherchera en outre les moyens de créer des zones écologiques tampons qui séparent et protègent les territoires autochtones des zones de peuplement;

j) Des études seront réalisées sur les conséquences socioculturelles et écologiques des programmes de développement, en particulier ceux qui impliquent des travaux d'infrastructure qui peuvent affecter d'une façon ou d'une autre les populations autochtones.

Programmes de promotion de la production et crédit

41. Les mesures qui seront prises par les autorités nationales en matière de crédit et de promotion de la production seront fondées sur les principes ci-après :

a) Evaluation et prise en considération du savoir et des méthodes de production des populations autochtones;

b) Participation effective des communautés bénéficiaires à l'élaboration et à la mise en oeuvre des programmes de promotion de la production;

c) Appui aux initiatives régionales en matière d'assistance technique, de transport et de commercialisation de la production.

42. Le gouvernement encouragera la création de nouveaux modes de production orientés vers l'autosuffisance, l'amélioration des systèmes de production traditionnels susceptibles d'être rentables et l'adoption de techniques adaptées aux écosystèmes, dans le but de renforcer les économies des collectivités.

Programmes relatifs à l'exercice du droit

43. La Division des affaires autochtones appuiera les recommandations présentées par les conseils des populations autochtones à l'Assemblée nationale constituante et y donnera suite.

44. La Division des affaires autochtones sera chargée de fournir des conseils et une protection juridique aux communautés autochtones ou à leurs membres. Elle tiendra compte des méthodes internes appliquées par les communautés autochtones pour résoudre leurs conflits, ainsi que de leur droit coutumier et de leurs modes traditionnels de châtement. Pour ce qui est des conflits

familiaux, l'organe chargé d'examiner ces situations sera l'Office colombien de la protection de la famille, qui agira en coordination avec le Ministère de l'intérieur.

45. Le Congrès de la République sera engagé à approuver et à ratifier la Convention No 169 de 1989, adoptée par la Conférence internationale du Travail, réunie à Genève en juin 1989.

Programmes relatifs à la modernisation, à l'adaptation et à la gestion des services nationaux

46. Une commission technique nationale permanente des affaires autochtones (CONAI), à caractère interinstitutionnel et où les autochtones seront représentés, sera chargée de coordonner, de contrôler, d'évaluer et d'adapter les mesures prises par l'Etat, ainsi que de suivre la situation des droits de l'homme dans les communautés autochtones.

47. Conformément au décret 00312 de 1984, l'action des Comités départementaux pour le développement autochtone sera appuyée et la création de comités dans les régions où ils n'existent pas sera encouragée.

48. Des plans régionaux de développement autochtone (PREDI) seront élaborés et leur application sera coordonnée conjointement par le Secrétariat à l'intégration auprès de la Présidence et par la Division des affaires autochtones du Ministère de l'intérieur, avec la participation des communautés autochtones elles-mêmes.

49. La Division des affaires autochtones du Ministère de l'intérieur sera restructurée, afin d'en faire un organisme administratif, technique et scientifique autonome doté de ses propres ressources.

50. Des mesures seront prises en vue de créer un comité pour la défense des droits de l'homme des communautés autochtones, dont les activités seront coordonnées par le Bureau du Conseiller aux droits de l'homme de la Présidence de la République.

51. Pour mettre en oeuvre concrètement les mesures ainsi prévues, les méthodes de travail seront rationalisées et des mécanismes de coordination interinstitutionnelle seront mis en place dans le cadre d'accords et grâce à l'intégration et à l'augmentation des ressources financières, techniques et humaines.

Programme d'éducation ethnique

52. L'orientation générale sera toujours celle qui est prévue dans le plan d'éducation ethnique, adopté en application des dispositions du décret 1142 de 1979, qui consacre le principe du pluralisme ethnique et le droit des communautés autochtones de recevoir une éducation conforme à leur spécificité socioculturelle et économique (annexe No 3, p. 163 à 165).

53. Des mesures seront prises pour appuyer les activités du Comité national des langues autochtones, organisme chargé de conseiller le gouvernement dans

la formulation des politiques relatives aux activités de recherche, de diffusion, de protection, d'enseignement et de formation dans le domaine des langues amérindiennes.

54. Les projets d'éducation autochtone seront encouragés, les programmes d'études étant mis au point en consultation avec les communautés autochtones.

55. Le programme d'octroi de bourses "Alvaro Ulcué" continuera d'être appuyé, afin de faciliter l'accès des étudiants autochtones à l'enseignement supérieur.

56. Des mesures seront prises en vue d'évaluer les programmes d'études des établissements d'enseignement et de l'Institut d'études linguistiques d'été, avec l'appui et les conseils du Comité national des langues autochtones.

57. Le Ministère de l'éducation nationale et la Division des affaires autochtones prendront des mesures coordonnées pour évaluer en termes réels la situation de l'enseignement au sein des communautés autochtones. Des recherches et des études seront réalisées afin d'identifier la part du patrimoine historique et culturel propre aux communautés qui s'est détériorée et risque de tomber dans l'oubli.

58. Les programmes scolaires comporteront un enseignement objectif sur les populations autochtones, dans le but de susciter dans le pays une prise de conscience positive de la situation de ces populations.

59. Des mesures seront prises pour encourager la liberté des échanges interculturels dans le respect de la culture propre de chaque communauté et en facilitant la découverte, la connaissance et l'assimilation des valeurs et des expressions culturelles propres aux divers groupes de la société.

60. Des campagnes d'information seront réalisées aux niveaux national et régional pour faire connaître la législation autochtone et la réalité de la situation des peuples autochtones. Des instructions spéciales seront données aux agents de la fonction publique en poste dans des territoires autochtones, ainsi qu'aux organisations et autorités autochtones elles-mêmes, et des efforts seront faits pour former les enseignants dans le contexte général de l'éducation ethnique.

Programmes en matière de santé

61. Des mesures seront prises afin d'améliorer les conditions de vie des communautés autochtones grâce au renforcement de leurs propres systèmes de médecine traditionnelle et de soins préventifs, complétés par des programmes coordonnés de soins de santé primaire. En application du décret 1811 de 1990 (annexe No 4), il est prévu de regrouper certaines des activités de la Division des affaires autochtones et du Ministère de la santé, dans le but de créer une unité technique spéciale permanente, dont le personnel spécialisé devra assurer la formation complète du personnel médical et paramédical travaillant dans les zones habitées par les populations autochtones, mettre au point et faire appliquer des programmes de santé, en collaboration avec les communautés autochtones, et veiller au respect de la législation en vigueur en la matière.

62. Les facteurs structurels qui influent sur les taux de morbidité et de mortalité de certains groupes autochtones seront étudiés, avec l'appui du Fonds colombien de recherche scientifique et des projets spéciaux "Francisco José de Caldas" (COLCIENCIAS), ainsi que de l'Institut national de la santé (INS).

63. Les services de santé devront être étendus à toutes les communautés autochtones et des mécanismes appropriés de diagnostic et de traitement seront mis en place.

64. Des programmes spéciaux de soins maternels et infantiles seront mis en oeuvre, selon les besoins, en tenant compte des méthodes propres à la culture autochtone, et des mesures de contrôle, de surveillance et de traitement de la dénutrition et de la malnutrition seront appliquées avec l'appui de l'Office colombien de la protection de la famille (ICBF).

65. Le Ministère de la santé prendra les mesures nécessaires en application du décret 1811 de 1990, après avoir examiné les difficultés rencontrées dans l'application du décret et compte tenu des recommandations des communautés et organisations autochtones.

66. L'ICBF, en coopération avec le Ministère de la santé, mettra en oeuvre des programmes dans son domaine spécifique de compétences, dans le but d'assurer une meilleure protection des mineurs et de la famille, dans le respect des systèmes propres aux communautés autochtones et grâce à la participation de chaque communauté aux efforts d'autosuffisance alimentaire, de socialisation interne et de contrôle social. De même, des programmes en faveur des mineurs autochtones seront élaborés en application des dispositions des articles 21, 93, 239 et 311 du décret 2737 de 1989 (annexe No 5).

Programmes d'information sociale

67. Des campagnes seront organisées en vue d'informer la population et de la sensibiliser aux valeurs et aux richesses culturelles des populations autochtones. Ces campagnes reposeront sur l'idée de la rencontre entre deux mondes, dans le cadre du cinq centième anniversaire de la découverte de l'Amérique.

68. Une stratégie de l'information sera mise au point à l'intention des responsables de la politique et de l'administration, ainsi que des moyens de communication de masse, afin d'accroître et d'améliorer leurs connaissances, les incitant ainsi à appuyer les initiatives des communautés autochtones.

69. Des campagnes de sensibilisation seront organisées à l'intention des fonctionnaires chargés de l'exécution des programmes en faveur des populations autochtones, afin qu'ils prennent conscience des valeurs et des spécificités culturelles de chaque communauté autochtone, ainsi que de la nécessité de les respecter et de veiller à leur sauvegarde.

70. Des études seront consacrées aux modes de communication non conventionnels et à la participation sociale au sein des communautés autochtones, afin d'obtenir quelques précisions sur les domaines d'influence et les moyens employés pour assurer les échanges.

Schéma opérationnel

71. Conformément aux normes juridiques en vigueur, la politique relative aux affaires autochtones sera orientée par le Ministère de l'intérieur, en consultation avec la Division des affaires autochtones. Cette politique sera appliquée avec le concours des institutions qui sont actuellement chargées des programmes destinés aux communautés autochtones.

72. Il faut espérer qu'à l'occasion du cinq centième anniversaire de la découverte de l'Amérique, en 1992, la place particulière des populations autochtones sera reconnue dans la Constitution politique de la Colombie, grâce aux décisions qui pourront être adoptées par l'Assemblée nationale constituante, dont sont membres, il convient de le noter, deux représentants des communautés autochtones, librement choisis lors des élections du 9 décembre 1990 : Lorenzo Muelas Hurtado et Francisco Rojas Birry.

73. En conclusion, la politique du gouvernement a pour objectif fondamental et prioritaire l'amélioration des conditions de vie des communautés autochtones, dans le respect de leur autonomie, de leur droit à la participation aux affaires sociales, des traditions sociales propices à l'autogestion et des modes spécifiques de développement social et économique, compte tenu des conceptions et des particularités culturelles de chaque communauté.

74. Comme toujours par le passé, le Gouvernement colombien a pour objectif de promouvoir la préservation et la meilleure connaissance des particularités des communautés autochtones et continuera à déployer tous ses efforts en faveur du bien-être des populations et de la coexistence pacifique, dans le respect de tous les secteurs de la société.